

Communiqué de presse

Paris, le 8 octobre 2026

Les vingt-trois membres du CAE proposent une stratégie économique de ruptures pour la France

Pour la première fois depuis 2014, le Conseil d'analyse économique publie une Note signée collectivement par l'ensemble de ses membres. À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, cet exercice rare dégage une stratégie économique d'ensemble à partir de propositions à la fois étayées par les travaux académiques et consensuelles au sein du Conseil.

Sans prétendre couvrir tout le champ de la politique économique, la Note montre que les réformes sur lesquelles s'accordent les membres du CAE, à partir d'un consensus scientifique, suffiraient déjà à transformer profondément l'économie française. Elle s'organise autour de deux axes : transformer le moteur productif et social français et renforcer la résilience du pays face aux chocs climatiques, commerciaux et géopolitiques. Ces transformations doivent aller de pair avec le redressement des finances publiques, aujourd'hui très dégradées. La Note s'accompagne de huit Focus thématiques et de quarante recommandations détaillées.

Transformer le moteur productif et social

Cette transformation commence par l'école. En mathématiques, les élèves français ont perdu l'équivalent d'une année d'apprentissage depuis le milieu des années 1990 et les écarts de niveau liés à l'origine sociale figurent parmi les plus élevés de l'OCDE. Le CAE propose de regagner, en dix ans, une année d'apprentissage en fin de collège et de réduire d'un quart les écarts entre milieux sociaux. Le programme, combinant notamment formation des enseignants, tutorat et réduction de la taille des classes, coûterait environ 4 milliards d'euros par an et pourrait être entièrement financé par les économies liées à la baisse du nombre d'élèves, estimées à 5 milliards en 2035.

Cette transformation passe aussi par la relance de la productivité, qui n'a progressé que de 0,8 % par an en France depuis 1995, contre 1,7 % aux États-Unis. Pour éviter que l'intelligence artificielle ne prolonge ce décrochage, le CAE recommande de faire de la diffusion technologique une politique publique à part entière, notamment auprès des PME et des ETI. Il propose parallèlement un programme « France 2040 », doté d'environ 6 milliards d'euros par an pendant dix ans, centré sur l'IA, les technologies duales et la transition énergétique.

En matière d'emploi, les allègements généraux de cotisations coûtent désormais 77 milliards d'euros par an. Ils ont ramené le coût du travail au niveau du Smic parmi les plus faibles de l'OCDE, mais concentrent les aides autour des bas salaires et freinent les progressions salariales. Le CAE propose de désindexer progressivement les allègements au niveau du SMIC et de réorienter les moyens vers les jeunes en difficulté d'insertion, les seniors et les personnes durablement éloignées de l'emploi.

En complément des mesures d'éducation et d'emploi, qui agissent à la racine des inégalités, le CAE recommande la mise en œuvre d'une Allocation sociale unifiée mieux calibrée en faveur des familles fragiles, pour contrer la hausse de la pauvreté, et une fiscalité plus progressive des très grandes transmissions.

Anticiper les chocs climatiques, commerciaux et géopolitiques

La France a réduit ses émissions territoriales de 32 % depuis 1990, mais à un rythme encore insuffisant. Le CAE recommande de préparer la mise en place du marché carbone européen ETS 2, en complément de la fiscalité nationale de l'énergie, en recyclant une part significative de ses recettes vers la compensation directe des ménages vulnérables (« dividende carbone »). L'adaptation doit simultanément devenir un pilier de la politique climatique, centré sur la prévention ainsi que sur les territoires et les publics les plus exposés.

Face à la fragmentation du commerce mondial et au nouveau choc concurrentiel chinois, le CAE préconise une politique commerciale européenne plus stratégique : mobiliser de manière plus proactive l'instrument anti-coercition, les instruments de défense commerciale et les accords préférentiels, tout en évitant une hausse indifférenciée des droits de douane. Cette stratégie doit s'accompagner d'un effort de défense porté vers 3,5 % du PIB en 2035 et d'une intégration accrue des industries européennes de défense.

Redresser les finances publiques

La Note identifie dans chaque domaine des redéploiements permettant de financer tout ou partie des priorités nouvelles. Ils ne suffiront toutefois pas à résorber le déséquilibre existant : la dette publique approche 116 % du PIB et le déficit primaire structurel représente encore environ 60 milliards d'euros en 2026. Le CAE recommande de stabiliser la dette à l'horizon 2032, en engageant sur les deux premières années la moitié de l'effort budgétaire total, qui s'élève à au moins 125 milliards d'euros.

Le CAE ne recommande pas une combinaison spécifique de mesures budgétaires : ce choix relève des préférences politiques sur la répartition de l'effort et ne fait pas l'objet d'un consensus entre ses membres. Il met en revanche à disposition une base publique rassemblant plus de 150 mesures chiffrées selon des hypothèses prudentes, afin d'éclairer et de contre-expertiser les propositions qui seront avancées pendant la campagne présidentielle de 2027.

→ Lire la Note « [Une stratégie économique de ruptures pour la France](#) »

→ Retrouvez les Notes du CAE sur www.cae-eco.fr

À propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les Notes du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le Président délégué, ni, bien entendu, le Premier ministre.

Contact presse : Hélène Spoladore 01 42 75 77 47 – 07 88 87 55 44 – helene.spoladore@cae-eco.fr

Suivez @caeeco sur Bluesky et @CAE-eco sur LinkedIn